

Pacte de responsabilité : Hollande exauce les vœux du patronat !

Le patronat ne cache pas sa satisfaction depuis que François Hollande a détaillé son fameux « pacte de responsabilité » qui répond à ses principales revendications.

Attaque contre la sécurité sociale:

Hollande va supprimer d'ici 2017 les cotisations pour la branche famille de la sécurité sociale payées par les entreprises, soit 30 milliards d'euros de cadeaux. Ces 30 milliards destinés aux allocations familiales passeront de la poche des salariés à celle des patrons. Seuls les établissements publics, comme l'hôpital, devront continuer à payer ces cotisations familiales (5 milliards d'€). Alors que les cliniques privées qui réalisent des profits seront exonérées ! Cette attaque majeure ne sera sans nul doute pas la dernière. Après les allocations familiales, ce sera l'assurance maladie, puis toute la protection sociale... Comme l'a toujours réclamé le patronat.

L'austérité à tout va !

Ces 30 milliards de cadeaux aux patrons seront compensés par un plan sans précédent, d'économies sur les dépenses de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale : une baisse sur trois ans de 50 milliards d'euros, venant s'ajouter aux 15 milliards déjà décidés pour 2014. Ce sont là encore les classes populaires qui paieront la note, avec une destruction sans précédent des services publics, nationaux ou territoriaux et une baisse massive des prestations sociales. L'hôpital public et son personnel seront particulièrement touchés. Ayrault, a expliqué que « l'on pouvait y faire beaucoup d'économies » !

Une politique qui a fait ses preuves...

En échange, Hollande a demandé au patronat des « contreparties claires, précises, mesurables et vérifiables »... Celles-ci seront



définies au niveau national et « déclinées par branches ». Mais sans aucune contrainte ou obligation. En un mot, rien n'obligera le patronat à embaucher et encore moins à ne pas licencier !

Cela fait 30 ans que la même politique est menée, on peut mesurer son inefficacité à l'aune des 5 millions de chômeurs. C'est une toute autre politique qu'il faudrait : mettre fin aux exonérations de cotisations sociales, réduire le temps de travail, interdire les

licenciements...

Pour une opposition unitaire, claire et cohérente

Le dialogue social tant prisé par les directions syndicales est un leurre quand le Medef décide de tout et que le gouvernement s'apprête à légiférer par ordonnances. Il y a urgence à choisir la mobilisation pour combattre cette politique, et non le dialogue social ni la « négociation » de contreparties à la liquidation de la Sécu. Il y a urgence à créer une opposition unitaire à la gauche de ce gouvernement.

Mais cette dernière doit être claire et cohérente. Elle doit choisir l'opposition à ce gouvernement, et non l'alliance avec le PS dès le premier tour et la gestion des municipalités avec eux. Choisir la rupture pour imposer des mesures d'urgence, et non la simple mise en place d'une nouvelle majorité avec Europe Écologie les Verts et la gauche du Parti Socialiste...

Cette opposition de gauche doit se faire à partir des mobilisations, de la rue pour faire reculer ce gouvernement. L'un des premiers rendez-vous doit être la manifestation du samedi 8 février, initialement appelée contre la TVA, pour la justice fiscale. Elle doit être une première étape dans la construction d'une opposition à l'austérité gouvernementale made in Medef.